(¹) (N° 253)

Chambre des Représentants.

Session DE 1921-1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR L'EXERCICE 1922 (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 22 mai 1922.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à de nouveaux amendements que M. le Ministre des Affaires Économiques propose d'apporter au projet de Budget de son Département pour l'exercice 1922.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

⁽⁴⁾ Budget, nº 24-X IV. Rapport, nº 244. Amendement, nº 178.

AMENDEMENTS.

Première Section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE PREMIER.

Administration centrale.

ART. 2. — Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Frais résultant du Comité supérieur de contrôle. Honoraires d'avocats et d'avoués. Études et missions. Rémunération des membres du Comité juridique permanent. fr. 1,295,365

Eerste Sectie. — Gewone ultgaven.

EERSTE HOOFDSTUK.

Hoofdbeheer.

ART. 2. — Jaarwedden en vergoedingen van de ambtenaren, beambten en dienstlieden. Onkosten van het Hooger Comiteit van toezicht. Honoraria van advocaten en pleitbezorgers. Studiën en zendingen. Bezoldiging van de leden van het Rechtskundig Komi-. fr. 1,295,365 teit.

Nouvelle diminution de 43,415 francs résultant du transfert au Ministère des Finances du personnel chargé de la vente des produits chimiques et pharmaceutiques livrés par l'Allemagne. (Arrêté royal du 23 mars 1922.)

ART. 5. — Matériel. fr. 452,000 » [ART. 5. — Materieel fr. 452,000

Diminution de 1,500 francs représentant les frais de matériel du service chargé de la vente des produits chimiques et pharmaceutiques livrés par l'Allemagne, service rattaché au Département des Finances par arrêté royal du 23 mars 1922.

Deuxième Section. - Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE V (ancien).

Office belge de vérification et de compensation.

ART. 22. — Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Conseil de direction . . fr. 1,143,920

(Les fonctions d'agents ou d'agents adjoints désignés par le Gouvernement | agenten aangeduid door de Belgische

Tweede Sectie. - Uitzonderlijke ultgaven.

HOOFDSTUK V (vroeger).

Belgische dienst van verificatie en compensatie.

Art. 22. — Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en dienstlieden. Bestuurrraad fr. 1,143,920

(Het ambt van agenten of toegevoegde

belge pour le représenter devant les Regeering om haar te vertegenwoortribunaux arbitraux mixtes n'entrainent aucune incompatibilité avec les fonctions de l'ordre judiciaire; l'indemnité allouée est cumulée, le cas échéant, avec le traitement.)

Art. 23. — Indemnités pour travaux 15,000 extraordinaires . . fr.

Art. 24. — Frais de route, de séjour et de déplacement des fonctionnaires, employés et gens de service et des agents du Gouvernement . fr. 36,000

Art. 25. — Matériel. 234,000

Art. 26. — Intérêt simple de 5 % par an sur les paiements effectués anticipativement par l'Office de vérification et de compensation allemand (crédit non *limitatif* fr. 1,750,000

ART. 27. — Remboursement du droit d'inscription aux créanciers belges dont les créances sont définitivement contestées. fr. 50,000

digen voor de gemengde scheidsgerechtshoven is niet onvereenigbaar met de ambten van de rechterlijke orde; de toegekende vergoeding wordt, desvoorkomend, samen genoten met de wedde.)

Art. 23. — Vergoedingen voor buitengewone werken . . fr. 15,000

Arr. 24. — Reis-, verblijf- en verplaatsingskosten der ambtenaren, beambten en dienstlieden en der agenten der Regeering 36,000 » . . fr.

Art. 25. — Materieel . 234,000 . fr.

Ant. 26. — Eenvoudige interest van 5 % 's jaars op de door den Duitschen afrekeningsdienst op voorhand gedane betalingen (onbepaald crediet) fr. 1,750,000 »

ART. 27. — Terugbetaling van het inschrijvingsrecht aan de Belgische crediteurs wier vorderingen definitief » betwist worden . . fr. 50,000 »

Articles à supprimer.

Diminution totale de 3,228,920 francs, conséquence du transfert au Ministère des Finances de l'Office belge de vérification et de compensation (arrêté royal du 15 avril 1922).